

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

# INFORMATIONS OUVRIÈRES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES  
HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

n° 666

semaine du  
5 au 11 août  
2021

Site : [infos-ouvrieres.fr](http://infos-ouvrieres.fr) / mail : [informations-ouvrieres@fr.oleane.com](mailto:informations-ouvrieres@fr.oleane.com)



Au nom de la « santé », le Conseil constitutionnel vient de valider l'essentiel du projet de loi de Macron sur le passe sanitaire

Page 2

## Qui met en danger l'hôpital ? C'est la politique de Macron

Cet été, des millions de Français seront sans service d'urgence de proximité. Emmanuel Macron veut nous faire croire que les responsables seraient les non vaccinés contre le Covid, et tout particulièrement les soignants. Quel mensonge ! La dégradation de l'hôpital est la conséquence des politiques de destruction menées depuis des dizaines d'années par les gouvernements successifs, politiques continuées par le gouvernement actuel. 100 000 lits d'hospitalisation ont été fermés depuis vingt ans, 7 400 en 2018-2019, premières années du quinquennat Macron, et au moins 1 800 lits depuis le début de la pandémie. Les projets de fermeture de lits et d'hôpitaux sont maintenus, comme les hôpitaux Bichat et Beaujon, à Paris et Clichy-la Garenne. Stigmatiser les soignants non vaccinés ne fera pas oublier les milliers de morts dans les Ehpad au printemps 2020, les 44 000 interventions d'ablation du cancer annulées, selon l'Institut national du Cancer, du fait des déprogrammations imposées par le gouvernement.

Le personnel soignant déserte l'hôpital parce que les conditions de travail se sont extrêmement dégradées ces dernières années, parce que les salaires restent inférieurs à la moyenne des pays de l'OCDE. 10 000 infirmières et aides-soignantes ont arrêté d'exercer en 2020, selon la Fédération hospitalière de France. Et le gouvernement fait tout pour qu'encore plus de soignants partent, appliquant l'équation : moins de personnels = fermeture des lits. Ce n'est pas l'ampleur de l'épidémie du Covid qui met à mal l'hôpital aujourd'hui, mais la politique poursuivie en pleine pandémie par Emmanuel Macron de destruction du système de santé français.

## Pas de soignants mais des vigiles dans les hôpitaux

La présidente de la conférence des directeurs d'hôpitaux assure que les établissements sanitaires seront prêts à temps pour mettre en place le contrôle du passe sanitaire dans les hôpitaux (dépêche APM, 2 août). Pour cela, les hôpitaux sont en train de recruter des personnels : 35 vigiles à Tours, 35 à Dijon... La Fédération des hôpitaux de France estime à 60 millions par mois le coût de ma lise en place du passe sanitaire. Les budgets ne permettent pas la présence de soignants en nombre suffisant au lit du malade, mais il y a assez d'argent pour qu'un vigile accueille patients et familles à la porte de l'hôpital.

Page 3

## PASSE SANITAIRE : MÉDECINS ET PERSONNELS HOSPITALIERS DISENT NON ! Colère dans les assemblées générales et les rassemblements hospitaliers

■ LYON (RHONE)

### Rassemblement devant l'hôpital Edouard-Herriot

■ BASTIA (HAUTE-CORSE)

### Rassemblement devant l'ARS

■ ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

### Assemblée générale à l'hôpital de Digne-les-Bains



500 personnes s'étaient rassemblées devant l'hôpital Edouard-Herriot de Lyon le 31 juillet.

Page 7

## ■ Passe sanitaire à l'école :

## Violence contre nos enfants

Réactions d'une mère de famille

« Je trouve révoltant qu'un ministre de l'Education nationale puisse demander « évincer », ce sont ses mots, des bancs de l'école publique des élèves parce qu'ils ne seront pas vaccinés ! Quant aux élèves de 6<sup>e</sup> qui n'auront pas 12 ans, leurs classes seront fermées si un cas de Covid est détecté. *Idem* pour les petits de primaires ! Confinement, couvre-feu, enfermement de nos enfants, isolement de ceux qui ont dû suivre leurs cours seuls devant l'ordinateur, de tout cela, on n'en veut plus pour nos enfants. » ■

Page 5

## ■ Communiqué commun des unions départementales FO, CGT et Unef du Maine-et-Loire

Si la santé de la population était la vraie priorité de ce gouvernement, il stopperait toutes les fermetures de lits (1 800 depuis mars 2020), il mettrait un véritable plan de recrutement de personnels en place. En quoi la suspension des droits des agents et des salariés va améliorer la santé de la population ? C'est pourquoi les unions départementales CGT, Force ouvrière apportent leur soutien à leurs militants, leurs adhérents qui participent aux manifestations chaque samedi, y compris avec les couleurs de leurs organisations syndicales. Elles appellent leurs syndicats à réunir les salariés pour discuter de ces revendications et à prendre toutes les initiatives pour les faire aboutir. Retrait de la loi sur la gestion de la crise sanitaire. Non au passe sanitaire. Aucune sanction, aucun licenciement pour les salariés et les agents. Non à la réforme des retraites. Non à la mise en œuvre de la réforme de l'assurance-chômage.

3 août 2021 ■



## Le 2 août, Macron fait son show sur TikTok... Elie Domota (LKP) lui répond

Page 6

### Lettre ouverte au président de la République française, à propos de l'obligation vaccinale et le passe sanitaire (extraits)

Monsieur le Président de la République française, Nous prenons bonne note de votre initiative sur TikTok qui vise à lutter contre les fausses informations qui sont diffusées notamment sur les réseaux sociaux.

Aussi, nous profitons de cette occasion pour poser ces quelques questions :

**1.** Pendant des décennies, la France a affirmé, concernant les essais nucléaires à Mururoa ou dans le Sahara, que les mesures avaient été prises et que ces essais ne présentaient aucun risque pour la santé des populations.

Hélas, de fausses informations, soutenues par des médecins notamment, affirment que ces essais ont causé des cancers en grand nombre avec des décès et des mutilations.

Aussi, nous vous remercions de nous confirmer que la République et ses scientifiques avaient dit juste, et que ces essais nucléaires n'ont jamais eu le moindre effet néfaste pour la santé humaine, la flore et la faune.

**2.** Pendant des décennies, la France a autorisé la commercialisation et l'utilisation du chlordécone en Guadeloupe et en Martinique, en affirmant que les vérifications avaient été faites et que ce produit ne présentait aucun risque pour la santé ni pour l'environnement.

Hélas, de fausses informations contenues dans différents rapports affirment que les autorisations de vente ont été données sans respecter la législation, avec pour résultat 95 % de la population empoisonnée, et des terres polluées pour sept siècles.

Aussi, nous vous remercions de nous confirmer que la République et ses scientifiques avaient dit juste, et que les procédures ont été respectées, et que le chlordécone n'a jamais eu le moindre effet néfaste pour la santé humaine ni sur l'environnement.

Monsieur le Président de la République française, Nous sommes tout à fait confiants dans votre parole et dans celles de vos scientifiques, qui ne se prononcent jamais sans beaucoup de réflexions et d'avis éclairés.

Aussi, nous serons totalement rassurés quand vous aurez confirmé que la République et ses scientifiques avaient dit juste sur ces faits, et que la République a assuré aux peuples « d'outre-mer » la meilleure protection de sa santé.

Cette confirmation est de nature à nous mettre en confiance lorsque vous affirmez que l'injection Covid est homologuée et n'est pas dangereuse pour la santé ni à court terme, ni à moyen terme, ni à long terme et constitue la seule alternative à la lutte contre le Covid-19.

D'ici là, nous continuerons à dire :

- non à l'obligation vaccinale - non au pass sanitaire !
- oui à la défense des droits et des libertés !
- oui aux médecins qui soignent !
- oui aux soins !
- oui au renforcement des services de santé !
- non à la suppression des salaires !
- non aux menaces - oui à la vie !

**Pou LKP, Elie Domota  
Gwadeloup sé tan nou !!**

## Les pompiers contraints au passe sanitaire

Page 10



La parole à Sébastien Delavoux, animateur du collectif des services départementaux d'incendie et de secours (Sdis) de la CGT

« C'est une politique répressive. Ils n'ont pas ajouté la police dans la vaccination obligatoire, et cela n'a aucun sens sur le plan sanitaire. C'est bien pour autre chose. »

## « Le pass sanitaire, c'est le pass autoritaire »

Page 9



Intervention de Jean-Luc Mélenchon à l'Assemblée nationale, le dimanche 25 juillet 2021

« Le pass sanitaire change la nature de la société dans laquelle nous voulons vivre. C'est la société du contrôle permanent. »

## Je m'abonne à **INFORMATIONS OUVRIÈRES**

**10 numéros : 12 euros**

- 5 numéros "découverte" : 7 euros     12 numéros : 17 euros  
 4 mois (17 numéros) : 24 euros     6 mois (25 numéros) : 33 euros  
 1 an (51 numéros) : 65 euros     1 an, pli clos : 110 euros  
 12 numéros : 10 euros pour tout premier abonnement

**Par prélèvement mensuel : 5,80 euros**

Pour consulter l'édition numérique d'IO (offre réservée aux abonnés par prélèvement mensuel), indiquez LISIBLEMENT votre adresse e-mail en CAPITALES

.....@.....

Nom : ..... Prénom : .....

N° : ..... Nom de la voie : .....

Code postal : ..... Ville : .....

Bulletin à renvoyer à : *Informations ouvrières*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10.  
Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières*.